

Downsizing

Par [Xavier Glangeaud](#) le lun 09/03/2009 - 10:18

Le mot est sur toutes les lèvres, même francophones. Il faut réduire les coûts, réduire les effectifs, réduire les investissements. Certains analystes pensent que la crise ne durera pas plus d'un an, d'autres que la situation est pire qu'en 1929, mais que les mécanismes de protection mis en place dans le passé nous empêchent de prendre la pleine mesure du phénomène. Une chose est sûre, les entreprises réduisent dramatiquement leurs effectifs.

La méthode est bien rodée Outre-Atlantique, il s'agit de couper le plus de branches possibles, qu'elles portent des fruits ou non, de manière à sauver l'arbre. Peu d'entreprises ont des ressources financières suffisamment importantes pour pouvoir ne fonctionner que sur le long terme, surtout quand la visibilité est mauvaise. Ces derniers mois, dans tous les pays industrialisés, le chômage a violemment progressé. Plusieurs sociétés multinationales ont supprimé des services entiers de leurs centres de services à Budapest alors même que certains venaient d'être créés. La grande différence entre cette crise et les précédentes réside dans le fait que les cadres dirigeants sont particulièrement touchés. Le passage du taux de chômage à 8,4 % pour les 15-74 ans (c'est là le fameux « paradoxe hongrois » : une durée de vie, pour les hommes, de 63 ans en moyenne, un âge de la retraite passé à 65 ans, et l'obligation de travailler le plus tard possible après la retraite pour pouvoir survivre...) ne reflète pas l'essentiel du problème. Avec la volonté affichée des sociétés multinationales de réduire le nombre d'expatriés au strict minimum et les licenciements, la consommation intérieure est menacée de toutes parts. Si l'on ajoute la baisse du forint qui augmente les remboursements d'emprunts de 20% et les impôts trop élevés, c'est l'existence même de la classe moyenne qui est en péril.

En ce qui concerne plus particulièrement les expatriés, la situation est claire. La tendance était déjà, depuis deux ans, à la recherche de cadres dirigeants locaux. Aujourd'hui, c'est l'utilité même d'être présent en Hongrie qui est en discussion. Les bureaux de représentation recommencent à recevoir des demandes d'informations, par contre la demande de villas dans le deuxième arrondissement est à la baisse. Qu'ils soient français, anglais ou même allemands, les expatriés sommés de rentrer au pays du fait de la crise sont de plus en plus nombreux. Certains repartiront vite

ailleurs, d'autres s'attendent à retrouver le panier de crabes pour un bon moment.

Si plus de 2 millions de Français ont choisi de travailler à l'étranger, seuls 22 % d'entre eux ont un contrat français. Qui plus est, 6 % seulement bénéficient pleinement du système de protection sociale français et sont donc considérés comme ayant un coût «élevé», indépendamment de leurs résultats et de la plus-value qu'ils apportent. Ce sont ces 6 % qui sont passés au crible par leur entreprise. Les expatriations «de complaisance» appartiennent déjà au passé et la nouvelle tendance est l'expatriation de courte durée, de trois à six mois. Pour ceux qui sont considérés comme indispensables au bon fonctionnement de la filiale étrangère, les avantages se réduisent comme peau de chagrin. Si la destination est européenne, les entreprises sont de moins en moins disposées à accorder une prime de mobilité importante. Un article récent des Echos (que je ne peux que vous recommander de lire) indique clairement que les salaires sont à la baisse depuis 2003 et que la tendance n'est pas prête de s'inverser ! Compte tenu que l'économie hongroise se porte plus mal qu'il n'était possible de l'escompter, et que la dévaluation du forint rend caducs les budgets prévisionnels de nombreuses entreprises, les grands chefs grincent des dents et envisagent des mesures draconiennes. Les départs auxquels nous assistons ne semblent malheureusement n'être que les signes avant-coureurs de restructurations plus douloureuses encore.

- 1 vue

Catégorie

Agenda Culturel